

# Club Publicité Extérieure Ile-de-France

---

Intervenant : Olivier  
**COMPAGNET**

**Service Nature Paysage  
Ressources**

Date : le 18 novembre 2014



# Ordre du jour

- Articulation entre les DDT et la DRIEE;
- Echéances réglementaires à venir : pré-enseigne, harmonisation et SIL :
  - rappels réglementaire
  - points demandés par la circulaire
  - SIL et signalisation routière
- Processus d'assermement et de commissionnement

# Articulation entre les DDT et la DRIEE



PRÉFET  
DE LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE

# Articulation entre les DDT et la DRIEE

## Note du DRIEE aux DDT du 28/10/13

- **Dialogue de gestion (ETP, budget)** : en 2015, toutes les UO de gestion du BOP 113 seront supprimées, sauf la DRIEE (concerne le paiement des études et le contentieux)
- **Appui aux DDT pour la définition de leur plan d'action** : les plan d'actions servent d'indicateurs pour la ventilation des ETP lors du DG, plan d'actions de la DDT 77 non transmis,
- **Suivi d'activité régionale** (lien entre DDT et DGALN),
- **Suivi des habilitations des inspecteurs de l'environnement chargés de la police de la publicité** : cf dernier point de l'OJ



**Animation métier** : club publicité régional ;

**Instruction** : avis intermédiaires pour les sites classés, PNR, réserves naturelles, arbres,

**RLP** : PAC, avis de l'Etat, participation à la CDNPS dans le champ de compétence DRIEE après saisie de la DDT

- **compétence DRIEE** : sites, Natura 2000, PNR ;

**Appui technique et juridique ponctuel aux DDT** sur saisie des DDT: établissement de documents types, expertise de 2ème niveau ... ;

# Echéances réglementaires à venir : pré-enseignes, harmonisation et SIL



PRÉFET  
DE LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE

# Le régime des préenseignes dérogatoires

(art L.581-19, R.581-66 et R.581-67)

**Les activités qui peuvent bénéficier de ces dérogations sont :**

- activités particulièrement utiles aux personnes en déplacement,
- activité s'exerçant en retrait de la voie publique,
- activités indiquant la proximité de monuments historiques ouverts à la visite,
- activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales,
- activités liées à des services publics ou d'urgence.

# Le régime des préenseignes dérogatoires

(art L.581-19, R.581-66 et R.581-67)

## Art R581-67 dernier alinéa :

Une des préenseignes, qui signale des **activités liées à des services publics ou d'urgence** ou **s'exerçant en retrait de la voie publique**,

peut être installée, en agglomération, dans les lieux mentionnés aux articles L.581-4 et L.581-8, lorsque ces activités y sont situées.

Cette possibilité de dérogation sera abrogée au **13 juillet 2015**



# Le régime des préenseignes dérogatoires

(art L.581-19, R.581-66 et R.581-67)

## Nouvelles dispositions à partir du 13 juillet 2015

Les activités qui pourront bénéficier de préenseignes dérogatoires « **harmonisées** » uniquement **en dehors de l'agglomération** seront :

- Les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales ;
- Les monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite ;
- Les activités culturelles (mais pas commercialisation de biens culturels) ;
- À titre temporaire, les opérations et manifestations exceptionnelles mentionnées à l'article L.581-20 du code de l'urbanisme

*Les autres activités pourront être signalées dans des conditions définies par les règlements relatifs à la circulation routière .*

# Le régime des préenseignes dérogatoires

(art L.581-19, R.581-66 et R.581-67)

## Nouvelles dispositions à partir du 13 juillet 2015

### Sur l'harmonisation des préenseignes dérogatoires

La collectivité gestionnaire de la voirie, peut, le cas échéant après consultation des autres collectivités concernées, fixer des prescriptions nécessaires à l'harmonisation des préenseignes dérogatoires.

Ces prescriptions sont publiées au recueil des actes administratifs des actes de cette collectivité ou intégrées au règlement local de publicité.

À défaut, les préenseignes dérogatoires respectent les prescriptions nationales fixées par arrêté ministériel.

# Les règlements relatifs à la circulation routière

À compter du **13 juillet 2015** les préenseignes **autres** que celles en relation:

- avec la fabrication ou la vente des produits du terroir,
- avec les monuments historiques,
- avec les activités culturelles,
- avec les opérations ou manifestations exceptionnelles,

ne pourront se signaler que dans des conditions définies par les règlements relatifs à la **circulation routière**

## **L'annexe à l'instruction du gouvernement du 25/03/2014 prévoit (p.14) :**

**« 3- Entrée en vigueur de la nouvelle réglementation et délais de mise en conformité [...]**

- **A compter du 13 juillet 2015**

*Entrée en vigueur des nouvelles prescriptions pour les préenseignes dérogatoires [...].*

**Toutes les nouvelles préenseignes dérogatoires doivent y être conformes.**

**Toutes les préenseignes dérogatoires déjà installées et non conformes à ces prescriptions doivent être déposées ou s'y conformer** (sans quoi elles sont en infraction et sont donc passibles des mesures et sanctions prévues à cet effet).

## **Les changements par rapport aux prescriptions antérieures** se traduisent notamment par :

- *l'interdiction des préenseignes dérogatoires signalant des activités spécialement utiles aux personnes en déplacement ;*
- *l'interdiction des préenseignes dérogatoires signalant des services de secours ;*
- *l'interdiction des préenseignes dérogatoires signalant des activités en retrait de la voie publique »*

# **L'annexe à l'instruction du gouvernement du 25/03/2014 dispose (p.40) :**

**« La nouvelle réglementation visant les préenseignes dérogatoires entrera en vigueur au 13 juillet 2015. A compter de cette date, seules deux types d'activités seront autorisées à se signaler hors agglomération :**

- Les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir.**
- Les activités culturelles et les monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite.**

**Les autres activités antérieurement admises devront être signalées selon les conditions définies par les règlements relatifs à la circulation routière [...]**



La nouvelle réglementation concernant les préenseignes dérogatoires entrant en vigueur au 13 juillet 2015, **il est nécessaire d'une part d'informer les professionnels** des nouvelles dispositions et **d'autre part d'inciter les gestionnaires de voirie à entreprendre dès maintenant les réflexions concernant l'élaboration des prescriptions nécessaires à l'harmonisation** afin que la réglementation puisse s'appliquer efficacement. »

N.B.: A défaut, les préenseignes dérogatoires respectent les prescriptions nationales fixées par arrêté ministériel (art. R581-66 du CE, dernier al.)

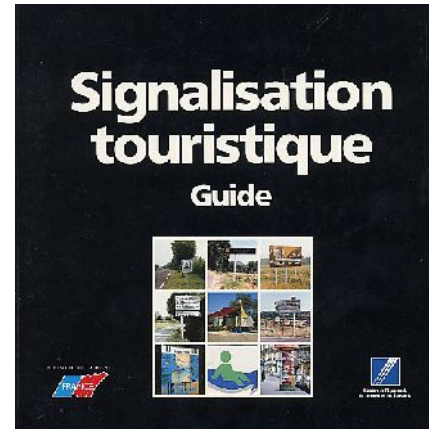


# La signalisation routière complémentaire à la signalisation de direction

## ① La signalisation d'intérêt culturel et touristique



La signalisation d'animation culturelle et touristique (type H10)



Relais information service



La signalisation des itinéraires touristiques (type H20)

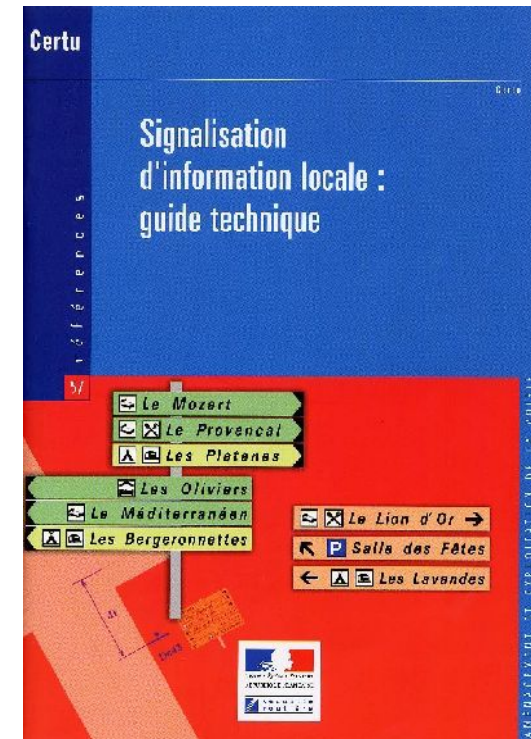
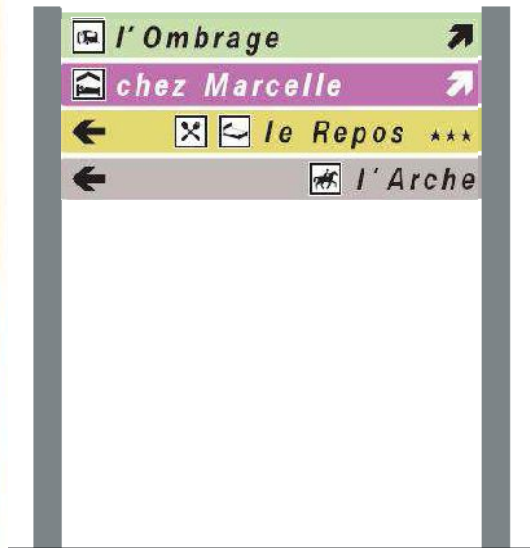


La signalisation du patrimoine culturel (type H30)



# La signalisation routière complémentaire à la signalisation de direction

## ② La signalisation d'information locale (Type Dc)



# La Signalisation d'Information Locale

La démarche : toujours en 2 parties

- Que signaler ? (*schéma directeur*)
- Comment signaler ? (*projet de définition*)

# La Signalisation d'Information Locale

## Que signaler (schéma directeur) :

- Élaborer un schéma directeur de signalisation d'intérêt local en déterminant l'aire géographique, le réseau de voirie concerné et les catégories de services signalables;
- Recenser et localiser les services et équipements retenus;
- Hiérarchiser les pôles;
- Établir les fiches carrefours.

La procédure d'élaboration du schéma directeur est longue : en Isère 2 ans



# La Signalisation d'Information Locale

## Comment signaler (projet de définition) :

- composition des panneaux
- implantation des panneaux

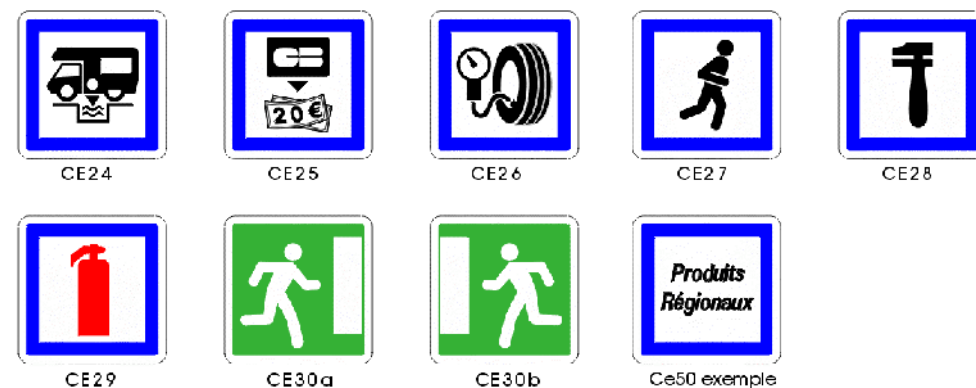
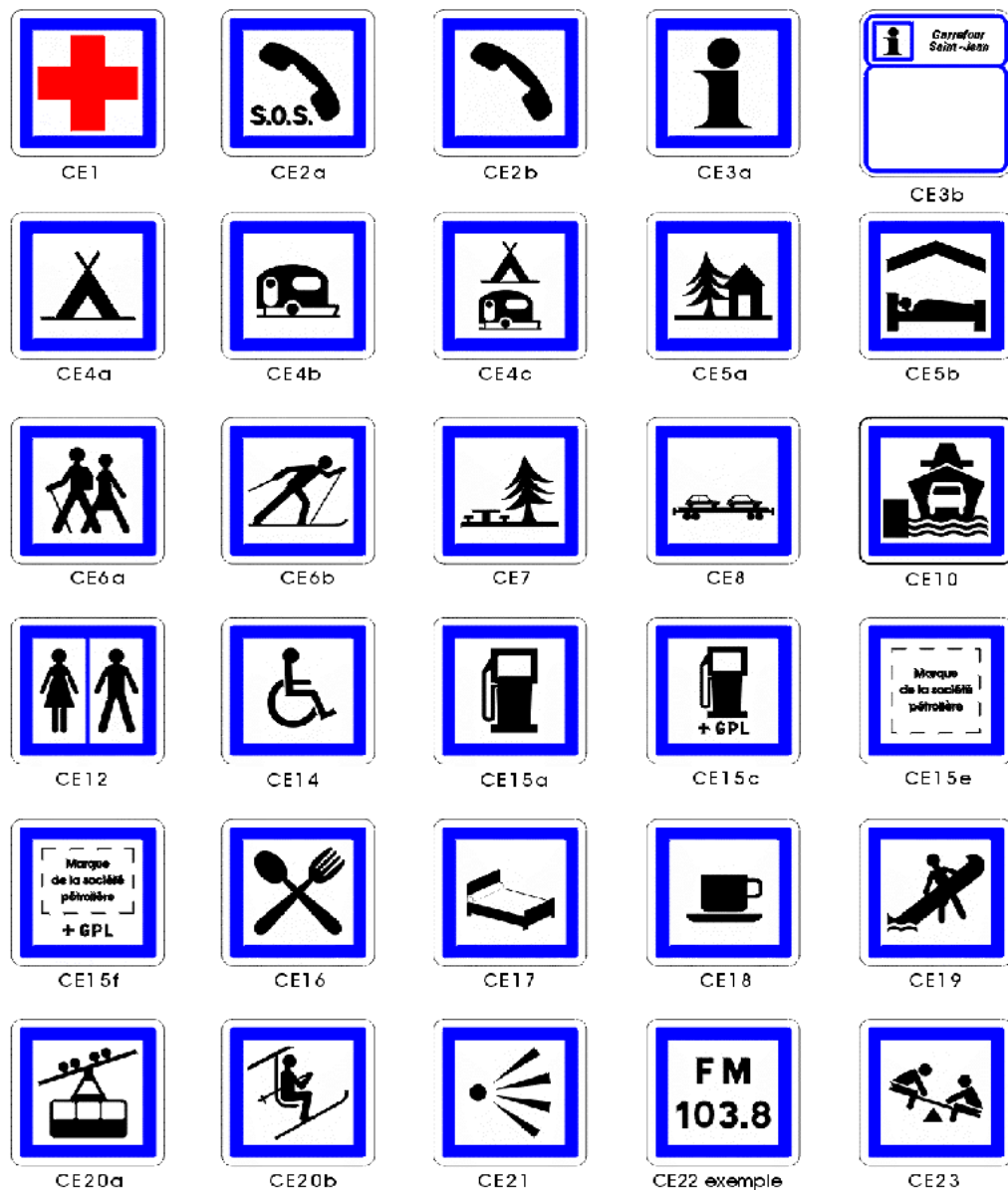


# Exemple du département de l'Hérault





# La signalisation des services: panneaux « type CE »



8.12.200

# Pré-enseignes

## Conclusion

- **Les activités qui peuvent continuer à être signalé par les pré-enseignes après le 15 juillet 2015** dérogatoires doivent respecter les prescriptions d'harmonisation édictées par le gestionnaire de voirie, ou par défaut les prescriptions nationales fixées par arrêté ministériel ;
- **Les activités qui ne peuvent plus bénéficier de pré-enseignes dérogatoires après le 15 juillet 2015** doivent être signalées en respectant la réglementation routière (SIL). La SIL apporte une réponse aux activités qui ne peuvent être prises en compte par la signalisation directionnelle.

## A faire :

- **Rappeler les délais d'application aux professionnels de l'affichage, éventuellement à leurs clients** (via les syndicats notamment le Synafel, les CCI, le SDIS, ARS) et aux communes (?) ;
- Contacter les CG pour les sensibiliser au sujet et à son impact économique sur certaines activités commerciales (hébergement, restauration, stations services, services de secours) ;
- Identifier les communes ayant des espaces non-aggloméré ;
- Verbaliser les dispositifs en infraction ;
- Intégrer les prescriptions nécessaires à l'harmonisation des préenseignes dérogatoires définies par le gestionnaire de voirie (Etat, CG) dans le RLP (art. R581.66 du CE)

# Processus d'assermentation et de commissionnement



PRÉFET  
DE LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE



# Processus d'assermentation et de commissionnement (1)

- La **loi du 12 juillet 2010** portant engagement national pour l'environnement prévoyait la possibilité d'harmoniser les polices de l'environnement et notamment les procédures d'habilitation, de commissionnement et d'assermentation ;
- Cette harmonisation a été prise par **ordonnance du 11 janvier 2012**, entrée en vigueur depuis le 1er juillet 2013 ;
- L'exercice d'harmonisation des polices de l'environnement permet de regrouper dans un tronc commun les procédures qui faisaient l'objet de dispositions particulières du code de l'environnement ;
- **Une procédure unique remplace les 21 procédures distinctes de commissionnement et d'assermentation** ;
- Les agents du ministère et de ses établissements publics chargés de fonctions de police deviennent **« inspecteur de l'environnement »** ;
- Ils sont habilités à rechercher et à constater les infractions à plusieurs polices de l'environnement regroupées en **spécialités** et notamment pour le domaine « Eau et Nature » et ses parties **paysage** et le **« cadre de vie »** ;
- **Les fonctionnaires et agents commissionnés antérieurement au 1<sup>er</sup> juillet 2013 restent compétents ;**

# Processus d'assermentation et de commissionnement (2)

## Article L172-1 du code de l'environnement

I. — Outre les officiers et agents de police judiciaire et les autres agents publics spécialement habilités par le présent code, **sont habilités à rechercher et à constater les infractions aux dispositions du présent code** et des textes pris pour son application et aux dispositions du **code pénal** relatives à l'abandon d'ordures, déchets, matériaux et autres objets **les fonctionnaires et agents publics affectés dans les services de l'Etat chargés de la mise en œuvre de ces dispositions**, ou à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, à l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, dans les parcs nationaux et à l'Agence des aires marines protégées.

Ces agents reçoivent l'appellation d'**inspecteurs de l'environnement**.

II. — Pour exercer les missions prévues au I, les inspecteurs de l'environnement reçoivent des attributions réparties en deux catégories :

[...]

III. — **Les inspecteurs de l'environnement sont commissionnés par l'autorité administrative et assermentés** pour rechercher et constater tout ou partie des infractions mentionnées au 1° ou au 2° du II du présent article. Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

# Processus d'assermentation et de commissionnement (3)

## Article L581-40 du code de l'environnement :

I.-Pour l'application des articles L. 581-14-2, L. 581-27, L. 581-34 et L. 581-39, **sont habilités à procéder à toutes constatations**, outre les officiers de police judiciaire :

1° Les agents de police judiciaire mentionnés aux articles 20 et 21 du code de procédure pénale ;

2° Les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions aux lois du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et au titre IV du livre III du présent code ;

3° Les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions aux dispositions du code de la voirie routière ;

4° **Les fonctionnaires et agents publics habilités à constater les infractions au code de l'urbanisme ;**

5° **Les fonctionnaires et agents des services de l'Etat et de ses établissements publics, commissionnés à cet effet et assermentés ;**

6° Les agents habilités par les collectivités locales à constater les infractions au code de la route en matière d'arrêt et de stationnement des véhicules automobiles en vertu de l'article L. 24 dudit code ;

7° Les agents des collectivités territoriales assermentés et commissionnés à cet effet par l'autorité compétente en matière de police définie à l'article L. 581-14-2 ;

8° Les fonctionnaires et agents mentionnés à l'article L. 341-20 du présent code, commissionnés et assermentés ;

9° Les agents des réserves naturelles mentionnés à l'article L. 332-20 agissant dans les conditions prévues à cet article ;

10° Les gardes du littoral mentionnés à l'article L. 322-10-1, agissant dans les conditions prévues à cet article.



# Processus d'assermement et de commissionnement (2)

## ■ Les étapes :

- suivre le **parcours de formation** : module général sur la pub. ext. + module sur les dispositions répressives du code de l'environnement ;
- demander l'**arrêté de commissionnement** à la DRIEE (contact G. Clervil) par mail avec les pièces justificatives en pièces jointes ;
- vérification et saisie dans le logiciel national par la DRIEE;
- édition mensuelle des arrêtés de commissionnement par la DGALN ;
- **prestation de serment** auprès du TGI de **résidence administrative** ;
- le cas échéant, **enregistrement de la prestation** de serment auprès du/des **TGI de compétence** ;
- demander la **carte de commissionnement** à la DRIEE par mail avec les pièces justificatives ;
- vérification et saisie dans le logiciel national par la DRIEE;
- **édition mensuelle de la carte** de commissionnement par la DGALN ;
- réalisation des P.V ...

## Processus d'assermentation et de commissionnement (3)

- Processus formalisé dans un courrier à venir du DRIEE aux DDT ;
- **La réforme s'applique aux nouveaux inspecteurs de l'environnement** intervenant en matière de pub. extérieure ;
- **Peuvent continuer leurs actions de police**, les agents assermentés et commissionnés au titre du CE avant la réforme + les agents habilités au titre du CU ;
- **Préparer les justificatifs et documents nécessaires** et respecter le formalisme dans leur désignation :

### - Pour demander l'arrêté de commissionnement :

- la fiche de poste – ou lettre de mission – qui précise que l'agent a des missions de police judiciaire, sous la forme d'un document PDF intitulé *FP\_prenom\_nom.pdf* ;
- les attestations de participation aux formations, sous la forme de documents PDF intitulés *AF\_prenom\_nom\_xxxxx.pdf* ;

xxxxx est à remplacer par l'un des acronymes désignant la formation en question : *drce*, *cepe*, *cepn*, *sites*, *pub* ou *fsc*.

- une photo d'une résolution minimale en pixels de largeur 210 x hauteur 270 (ratio 3,5/4,5 officiel pour les photos d'identité), sous la forme d'un fichier JPEG intitulé *PH\_prenom\_nom.jpg* et d'un poids maximal de 1Mo.

## Pour demander la carte de commissionnement :

- la dernière pièce à fournir est le procès-verbal de prestation de serment sous la forme d'un document PDF intitulé *PS\_prenom\_nom.pdf*.
- Attendre l'arrêté de commissionnement pour prendre RDV au TGI ;
- **Interlocuteurs (via boîte fonctionnelle):**
  - **C. Chambreuil** : précisions juridiques et techniques sur la procédure à suivre ;
  - **G. Clervil** : saisie et suivi

# FIN



PRÉFET  
DE LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie  
d'Île-de-France

[www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr](http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr)